



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : [www.sitecommunistes.org](http://www.sitecommunistes.org)

Hebdo : [Communistes.hebdo@wanadoo.fr](mailto:Communistes.hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes2@wanadoo.fr](mailto:communistes2@wanadoo.fr)

**29-04-2017**

*Guyane : Tous ensemble,  
uni dans la lutte le peuple  
représente une grande force*

**L**e Premier ministre, Bernard Cazeneuve, a finalement du céder sous la pression. « L'Accord de Guyane" a mis fin au conflit paralysant le territoire depuis un mois. Cet accord, signé avec le collectif "Pou la Gwiyan dékolé" ("Pour que la Guyane décolle") à l'origine du mouvement social prévoit un plan d'urgence immédiat de 1,1 milliard d'euros, déjà validé début avril, et "prend acte" de la demande de 2,1 milliards d'euros supplémentaires émise par le collectif.

Le mois de grève générale en Guyane fut lancé à la suite de la mobilisation des travailleurs guyanais contre la vie chère et les bas salaires. Le collectif Pou La Gwiyanne dékolé et l'CTG avaient appelé à une grève générale, la Guyane vient de connaître son plus important mouvement de contestation social, le gouvernement refusant de négocier le projet du collectif et tentait en vain d'étrangler la grève générale.

Rappelons que Matignon au début des discussions disait a propos des revendications : Une demande jugée "irréaliste". Que dit

aujourd'hui le Premier ministre : *"Cet accord, qui consacre une discussion soutenue et fructueuse, entérine le plan d'urgence pour la Guyane proposé par le Gouvernement"*.

**NON Monsieur Cazeneuve c'est sous la pression de la rue que vous avez cédé aux légitimes revendications des Guyanais.**

Les avancées principales par rapport aux premiers accords de début avril portent sur la construction d'une "cité judiciaire à Cayenne", l'engagement d'une discussion sur la "rétrocession totale" des terres "lors des prochains états généraux de la Guyane", ainsi que sur une "évolution statutaire" du territoire.

A Cayenne, le porte-parole du collectif, Davy Rimane, s'est félicité de l'accord : *"On a réussi à ce que le protocole paraisse au journal officiel. Maintenant on pourra travailler avec ce document et aller en justice si on n'est pas satisfaits"*.

Les Guyanais doivent rester vigilant en dépit de concessions accordées, il n'y aucune garantie que les investissements annoncés comme dans la santé et l'école seront respectés par le futur gouvernement. L'Etat s'est engagé à ce que cette demande supplémentaire fasse l'objet d'un "examen prioritaire" en vue de sa mise en œuvre, mais sans fixer de date précise.

**Encore une fois, la lutte des classes est un fait. Le capital veut toujours imposer sa loi, celle du profit, de l'exploitation, seule la lutte des travailleurs peut le faire reculer.**

Pour imposer une autre politique c'est la seule véritable alternative. C'est ce que propose notre Parti Révolutionnaire Communistes et pour laquelle il appelle à lutter tous ensemble.

**Le 7 mai quel que soit le futur président, rien ne changera**

La situation du peuple s'aggraverait. Les salariés l'ont compris et ils ne se font aucune illusion sur ces présidentielles, les luttes sont décisives pour demain. Car les multinationales capitalistes qui dirigent le pays, décident et mettent en place les gouvernements qui appliquent leur politique pour organiser la surexploitation du peuple. Elles veulent aller encore plus loin, faire encore plus de profit sur le dos des salariés, pour se placer dans la concurrence capitaliste mondiale.

La situation va donc encore se dégrader de plus en plus dans tous les domaines.

Le mécontentement, la colère s'expriment chez **les salariés de Vivarte** (habillement- 17.000 salariés) le groupe restructure, pour répondre aux exigences de « rentabilité » des fonds d'investissements, 800 emplois sont menacés. **Le groupe Nestlé**, 13.000 salariés sont menacés de perdre leur emploi. **Wirpool** délocalise en Pologne, **STX**, production Navale à St Nazaire, a des commandes importantes, fait des profits, est mis en vente, les emplois sont menacés, **Airbus**, sous prétexte de fusion absorption, la direction a mis en place un plan de restructuration avec 1164 suppressions d'emplois. Idem chez **Mim** moins 791 emplois, le groupe ERAM restructure et vend **Tati**...

**Les travailleurs de ces entreprises avec leur syndicat, organisent la lutte** pour stopper ces coups. C'est la seule possibilité de faire reculer les capitalistes.

**Mais ce n'est pas suffisant pour changer le cours des choses.** Les capitalistes préparent d'autres mauvais coups. Pour les faire reculer avec ceux qui sont à son service, pour imposer le changement et permettre un développement économique et social au service du peuple, il est indispensable d'arracher aux multinationales capitalistes les richesses créées par les travailleurs. Il faut leur arracher les grands moyens de production et d'échange, les sociétés financières et les banques qui doivent devenir la propriété du peuple. Il faut leur prendre le pouvoir économique, financier et le pouvoir politique. **Il faut mener la lutte politique.** C'est à cela que notre Parti appelle.

Le 7 mai, notre Parti Révolutionnaire Communistes **appelle à un vote de lutte.**

**Il propose de mettre dans l'urne notre bulletin de vote** ([voir sur notre site](#)) qui exprimera l'exigence d'un changement fondamental de politique.

**Cette élection Présidentielle n'est qu'une étape dans la lutte pour que ça change vraiment.**